

Unité départementale du Loiret
3, rue du Carbone
45072 ORLÉANS Cedex 2

Orléans , le 08/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIDESUP

12 rue du Moulin
45300 ENGENVILLE

Références : VAT20220133

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement SIDESUP implanté 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE . L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIDESUP
- 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0010001019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La Société SIDESUP, est une coopérative de déshydratation de fourrage (luzerne), de pulpes de betteraves et de sciure de bois. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 30 décembre 2015.

les activités relèvent des rubriques principales suivantes :

- rubriques 3642-2, traitement et transformation, volume autorisé 960 t/j (A) ;
- rubrique 3110, combustion de combustibles, puissance autorisée 70,12 MW (A);
- rubrique 2160-1a, silos et installations de stockage en vrac de céréales ou produits alimentaires, volume autorisé 56 307 m3 (E).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le système d'échange de quotas d'émissions de CO2.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Règlement 2018/2066 : PDS	Règlement européen du 19/12/2018, article 12	/	/
Règlement 2018/2066 : déclaration	Règlement européen du 19/12/2018, article 68	/	/
Règlement 2018/2067 : vérification	Règlement européen du 19/12/2018, article 27	/	/
Règlement 2019/331 : PMS	Règlement européen du 19/12/2018, article 8	/	/
rétention FOD chaudière	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.5.3	/	/
règlement 2019/331 : règle de minimis	Règlement européen du 19/12/2018, article 10.3	/	/

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Règlement 2019/1842 : déclaration	Règlement européen du 31/10/2019, article 3	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Règlement 2018/2066 : PDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des émissions
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- description de la méthode de surveillance- éléments indiqués à l'annexe I.
Constats : <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le plan de surveillance mis à jour des remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Onglet D_lignes 28 et 32 : préciser le calcul des données d'activité du GN et de la biomasse pour le rendre compatible avec les unités attendues dans l'AER ;- Onglet D_ligne 32 : détailler le calcul de la données d'activité en distinguant la biomasse achetée des granulés produits sur site ;- Onglet D_ligne 40 : expliciter les sources de données distinctes pour le calcul de la consommation de FOD chaudière / groupes électrogènes ;- Onglet D_ligne 67 et suivantes : revoir la liste des systèmes de mesure réellement utilisés pour le calcul des données d'activités et préciser le cas échéant l'incertitude ;- Onglet D_lignes 160 et suivantes : L'exploitant doit compléter les procédures ;- Onglet D_ligne 109 : La base nationale OMNIEA du CITEPA doit être citée comme source d'information pour les facteurs par défaut.
Observations : <p>Plan de surveillance des émissions de la société SIDESUP, V6 du 27/12/2021</p> <p>Voir fichier en annexe 1 de vérification du plan de surveillance.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Règlement 2018/2066 : déclaration

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 68
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des émissions
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- déclaration d'émissions au plus tard le 28 février de chaque année- couvrir les émissions annuelles- contenir au minimum les informations énumérées à l'annexe 2
Constats : <p>Lors du prochain exercice de déclaration des émissions de CO₂, l'exploitant devra prendre en compte les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Onglet C_lignes 83, 84, 108, 135, 162, 165 : mettre en cohérence les niveaux appliqués aux facteurs de calculs du fichier de déclaration avec ceux du plan de surveillance ;- Onglet C_ligne 84 : la méthode de détermination du PCI du GN dans l'AER relève d'un niveau 2c et non 3 ;- Onglet C_ligne 83 : le FE mesuré indiqué doit être justifié et le calcul des émissions précisé (en toute rigueur le calcul des émissions à partir d'un PCI en TJ/m³ se fait sur la base du FE de l'ométhane en tCO₂/TJ et relève du niveau 2a).
Observations : <p>Déclaration 2022 : voir fichier en annexe 2 de vérification de la déclaration. 14920 tonnes de CO₂ (+ 13667 tonnes de CO₂ biomasse) en 2022</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Règlement 2018/2067 : vérification

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, vérification des émissions
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- rapport de vérification de la déclaration des émissions- déclaration reconnue satisfaisante- exempte d'inexactitude significative
Constats : <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un rapport d'amélioration au plus tard le 30 juin 2022 et notamment son plan de surveillance mis à jour des remarques de l'organisme vérificateur suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Onglet D ligne 35 le FE donné pour la biomasse est de 0,092 tCO₂/GJ, l'inventaire national applicable à la déclaration des émissions 2021 mentionne la valeur de 0,09676 tCO₂/GJ. La donnée utilisée dans le fichier de calcul respecte la valeur de l'inventaire national ;- Onglet E ligne 304,305, 370 et 371 les données du PCI et du FE ne correspondent pas aux données applicables à la déclaration des émissions 2021, les données de l'inventaire national sont respectivement 18 GJ/t et 96,76 tCO₂/TJ pour la biomasse issue du bois. Les données utilisées dans le fichier de calcul respectent les valeurs de l'arrêté ;- Onglet E ligne 228 le niveau appliqué au PCI pour le Gaz naturel est d'un niveau 2a. L'inventaire national ne donne plus qu'une seule valeur de PCI 49,6 GJ/t, Les factures fournies n'étant pas exprimées en t, il n'est donc pas possible d'appliquer ce coefficient, Il est donc nécessaire d'utiliser les données du fournisseur soit un niveau 2b à minima ;- Onglet D (j) mentionner la procédure de surveillance des instruments placés dans l'installation servant à déterminer les données d'activité.
Observations : <p>Déclaration 2022 : Rapport de vérification des émissions réalisé par SGS (« Rapport Verification_EMISSIONS_Sidesup_21_VF V2.xls »)</p> <p>La déclaration est reconnue satisfaisante avec remarques</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Règlement 2019/331 : PMS

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Plan méthodologique de surveillance
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- description de l'installation et des sous-installations, des procédés de production, des méthodes de surveillance, des sources de données- documentation de toutes les étapes de collecte des données- éléments mentionnés à l'annexe 3.
Constats : <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le plan de surveillance mis à jour des remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- onglets E_ligne 69 et G_ligne 58, la source de données 4.5.e) doit être ajoutée pour la détermination du niveau d'activité de la chaudière vapeur à partir du rendement mesuré ;- les demande de dérogations pour coûts excessifs relative à l'installation d'un compteur de GN pour le four 3000, d'un compteur soumis à métrologie légale de GN pour la chaudière vapeur, de deux compteurs de chaleur pour les chaudières de chauffage doivent être précisées et conformes à l'article 4.2 de l'annexe VII du règlement FAR ;- l'évaluation simplifiée de l'incertitude devant justifier la dérogation aux sources 4.5d) et 4.5.e) pour les chaudières de chauffage doit être revue.
Observations : Plan de surveillance des niveaux d'activité de la société SIDESUP V4 du 27/12/2022 Voir fichier en annexe 3 de vérification du plan des données d'activités
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Règlement 2019/1842 : déclaration

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/10/2019, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des niveaux d'activités
Prescription contrôlée : - déclaration des niveaux d'activités au plus tard le 31 mars de chaque année - couvrir le niveau d'activité de chaque sous-installation au cours de l'année civile précédente
Constats : Conforme
Observations : Déclaration préliminaire : « ALC P9_COM_fr_31012022.xls » L'allocation est revue à la baisse en 2022. La déclaration vérifiée est à déposer avant le 31 mars 2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : rétention FOD chaudière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Prescription contrôlée : - capacité de rétention
Constats : La rétention de la cuve de stockage de FOD de la chaufferie est encombrée et ne permet pas de garantir le volume potentiel de rétention.
Observations : Lors de la visite sur site, il est constaté que la rétention de la cuve de FOD de la chaufferie est encombrée de tout venant (carton, bottes)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : règlement 2019/331 : règle de minimis

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 10.3
Thème(s) : Risques chroniques, règle de minimis
Prescription contrôlée : - respect de la règle de minimis
Constats : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les éléments de calcul justifiant le respect de la règle de minimis pour ses chaudières de chauffage, et notamment que leur niveau d'activité (en TJ) représentent bien moins de 5 % du niveau d'activité total de la sous-installation chaleur CL
Observations : Voir fichier en annexe 3 de vérification du plan des données d'activités
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet